

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4530 MARDI 20 JUIN 2023

CODE NUMÉRIQUE

Le nouveau texte comble les lacunes juridiques

Lors de la dernière présentation, à Kinshasa, de l'ordonnance-loi n°23/010 du 13 mars 2023, le ministre Kolongele Eberande avait souligné, au nombre de ses avantages, la prise en charge des écosystèmes incontournables liés au « *commerce électronique, la signature électronique, la régulation des plateformes numériques, la protection des données à caractère personnel, la cybersécurité et la cybercriminalité* ». La vocation ultime du nouveau texte, avait-il indiqué, est « de s'appliquer aux activités et services numériques » afin que les potentiels créateurs d'activités ou services numériques et les personnes les exerçant observent la réglementation désormais en vigueur en la matière. [Page 3](#)



PRÉSENTATION DE L'ORDONNANCE-LOI N°23/010 DU 13 MARS 2023 PORTANT CODE DU NUMÉRIQUE
Kinshasa, Jeudi 15 Juin 2023

Le ministre Kolongele Eberande présentant le code numérique

VIOLENCES FONDÉES SUR LE GENRE

Les experts du secteur en conférence à Kinshasa



« Travailler ensemble pour mettre fin aux violences ayant pour base le genre en RDC », tel est le thème de la conférence internationale sur ces violences, ouverte hier par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Cette conférence, la première du genre, réunit pendant deux jours près de deux cents experts nationaux et internationaux engagés dans la lutte contre les violences fondées sur le genre. Le but est d'élargir la gamme d'acteurs, de compétences et d'idées pour répondre à la complexité, l'interconnexion, l'échelle et la gravité de la violence axée sur le genre en République démocratique du Congo (RDC). [Page 3](#)

ELIMINATOIRES CAN 2023

La RDC désillusionne le Gabon à Franceville



L'équipe des Léopards de la RDC

FESPAM

La rumba au cœur des préoccupations des deux Congo



Geravais Hugues Ondaye intervenant aux côtés des Prs Ibongo et Yoka Lye/Adiac

Prévue du 15 au 22 juillet à Brazzaville, la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam), qui se tiendra sur le thème « *La rumba congolaise : envol de la base identitaire vers les vestiges du patrimoine de l'humanité* », entend revisiter l'histoire de cette musique depuis sa création jusqu'à sa consécration

comme patrimoine immatériel de l'humanité. Pour la première fois, toute l'intelligentsia africaine est convoquée en vue de débattre de la rumba à mi-parcours des actions à mener pour sa viabilité et sa pérennisation sur une période de quatre ans, a indiqué le commissaire général du Fespam.

[Page 2](#)

C'est une victoire précieuse que les Léopards ont glané à Franceville, face aux Panthères, propulsant ainsi la RDC en tête du groupe I avec 7 points autant que le Gabon, mais avec un meilleur goal average, après avoir mal débuté les éliminatoires avec deux défaites en première et deuxième journées. L'autre match de la cinquième journée du groupe oppose le Soudan à la Mauritanie ce 20 juin, au stade Adrar d'Agadir, au Maroc, en raison de l'insécurité qui prévaut actuellement à Khartoum, au Soudan. [Page 4](#)

ÉDITORIAL

Kounzoulou

Située dans le district de Ngabé, département du Pool, la localité de Kounzoulou fera parler d'elle dans les années à venir grâce aux activités agropastorales développées par des opérateurs privés. Ces activités qui fascinent les visiteurs mériteraient un accompagnement des pouvoirs publics et des partenaires.

Grâce à ses milliers d'hectares de terres arables arrosées par les eaux du fleuve Congo et à sa connexion au réseau de téléphonie mobile, Kounzoulou ne sera bientôt plus considérée comme un simple lieu de retraite spirituelle comme auparavant, mais plutôt une plateforme de développement économique.

Les conditions sont désormais propices pour l'éclosion d'une agriculture moderne à travers l'extension des cultures vivrières telles que le haricot, le riz, le manioc, l'arachide et le maïs. Les liaisons téléphoniques étant désormais pratiques, la localité qui abrite aussi l'élevage bovin et caprin va pouvoir accroître son attractivité.

Un effort est cependant nécessaire pour rendre plus aisé l'accès à ce site basé dans le département du Pool, surtout dans le contexte actuel où les produits agricoles sont de plus en plus prisés sur les marchés dans les centres de forte concentration humaine.

Le projet Kounzoulou va contribuer à réduire le chômage, l'agriculture étant un secteur pourvoyeur d'emplois. Elle participe de ce fait à la lutte contre la flambée des prix des denrées et l'insécurité alimentaire. L'initiative est à encourager à travers un appui technique et un renforcement des capacités des acteurs.

Les Dépêches de Brazzaville

FESPAM

La rumba au cœur des préoccupations des deux Congo

La onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam), qui se tiendra sur le thème « La rumba congolaise : envol de la base identitaire vers les vestiges du patrimoine de l'humanité », entend revisiter l'histoire de cette musique depuis sa création jusqu'à sa consécration comme patrimoine immatériel de l'humanité, à travers quatre axes.

Prévue du 15 au 22 juillet à Brazzaville, la onzième édition du Fespam marquera sa relance après huit ans d'absence. Le commissaire général, Gervais Hugues Ondaye, en a fait l'annonce à Kinshasa à la conférence de presse tenue le 17 juin, au Musée, après son lancement national au Congo, notamment dans la ville de Sibiti, suivi de l'international au siège de l'Unesco, à Paris. A l'occasion, il a évoqué la tenue d'un symposium autour de quatre axes dont l'ossature se fondera sur la stratégie de valorisation et d'appropriation de la rumba congolaise. Le Fespam se présente comme la première grande occasion de célébration de la rumba depuis son entrée au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, aux dires de Hugues Ondaye. « Pour la première fois, toute l'intelligentsia africaine est convoquée pour débattre de la rumba à mi-parcours des actions à mener pour sa viabilité et sa pérennisation », a-t-il dit, sur une période de quatre ans. Ayant participé au plaidoyer pour cette classification de la rumba, il a rappelé qu'elle est assortie d'un devoir de valorisation. Aussi a-t-il rappelé que « la stratégie élaborée par les experts des deux Congo part de l'inscription de la rumba congolaise au programme scolaire et universitaire », tout en considérant « les aspects patrimoniaux et les infrastructures, l'articulation d'un circuit touristique autour de la rumba, la célébration car il faut la magnifier au quotidien ».

Des chefs d'Etat sont conviés à la cérémonie solennelle d'ouverture du Fespam, le 15 juillet, au stade



Des airs de rumba interprétés au tambour à la conférence de presse./Adiac

Alphonse-Massamba-Débat, à Brazzaville. Le lendemain, « des spectacles populaires seront déployés dans tout Brazzaville », suivis du symposium auquel le Pr Yoka interviendra en qualité de président du comité scientifique mixte des deux Congo en faveur de la rumba congolaise. Il est prévu aussi « une croisière sur le fleuve Congo des chefs d'Etat et des corps constitués », a précisé Gervais Hugues Ondaye.

Le Fespam n'est pas un festival de stars

Le marché de la musique africaine passe pour la grande innovation du Fespam. « Expression de l'offre et de la demande musicale, le marché mettra les professionnels de tout l'écosystème musical en face des créateurs », a dit le commissaire général. Il a, dès lors, invité tous les artistes, les distributeurs, les créateurs d'application, les porteurs de start-up et les artisans du secteur musical, notamment les fabricants d'instruments de musique, à y participer, de même qu'aux ateliers organisés sur des thématiques de l'heure, notamment la diffusion en ligne des produits musicaux et les droits d'auteurs.

En ce qui concerne la programmation de cette onzième édition, Gervais Hugues Ondaye a martelé : « le Fespam n'est pas un festival de stars. Sa mission est de donner vie à toutes les musiques du monde, car aucune ne doit disparaître ». Il a ajouté que l'événement étant porté par le ministère en charge de la Culture, ce dernier peut, « dans l'orientation stratégique du gouvernement, donner privilège à un groupe en instance de disparition à reprendre vie en le proposant à la programmation ». Cette prérogative de l'Etat laisse au Fespam une marge de manœuvre lui octroyant le droit d'inviter des artistes sélectionnés à sa guise qui se joindront aux délégations des pays hôtes. Aussi, c'est d'ici à une semaine que la programmation sera connue. L'on connaîtra alors les musiciens de la République démocratique du Congo (RDC) sélectionnés sur proposition du ministère de la Culture, Arts et Patrimoines. Le Pr Joseph Ibongo, représentant de la ministre de la Culture, a rassuré l'opinion de l'implication de la RDC à une participation active au Fespam.

Nioni Masela

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngonzo

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIOLENCES FONDÉES SUR LE GENRE

Les experts du secteur en conférence à Kinshasa

« Travailler ensemble pour mettre fin aux violences ayant pour base le genre en RDC », tel est le thème de la conférence internationale sur les violences fondées sur le genre ouverte le 19 juin par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Cette conférence, la première du genre, réunit pendant deux jours près de deux cents experts nationaux et internationaux engagés dans cette lutte.

Dans son allocution d'ouverture, rapporte la communication présidentielle, le chef de l'Etat a réitéré son engagement à lutter davantage contre les violences ayant pour base le genre. « J'ai personnellement tenu à présider le lancement de cette conférence afin de réaffirmer mon engagement à tout mettre en œuvre pour que la RDC en particulier et l'Afrique en général deviennent des espaces où les droits des femmes seront autant respectés que ceux des hommes », a dit le président de la République.

Il s'est réjoui d'avoir reçu de l'Afrique le mandat d'implémenter la masculinité positive dans le continent, mais surtout d'amener les États africains à adopter la toute première convention dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes et filles dont l'adoption est espérée en février 2024.

Comprises comme l'ensemble



La Violence basée sur le genre, un fléau à combattre absolument.

des violences sexuelles (viol), violences physiques (frappes), violences émotionnelles (insultes), violences économiques (mariages précoces), les violences ayant pour base le genre présentent un tableau peu reluisant de la République démocratique du Congo (RDC) dont 45 % des femmes ont déjà été victimes.

Selon le Pr Lututala, un des experts sur cette question, les violences fondées sur le genre sont exacerbées dans le contexte de la RDC par les pesanteurs socioculturelles, la pauvreté et les conflits armés. Coordinatrice du service spécialisé du chef de l'Etat chargée de la jeunesse, lutte

contre les violences axées sur le genre et traite des personnes, Chantal Mulop a indiqué que le but de la conférence est « d'élargir la gamme d'acteurs, de compétences et d'idées pour répondre à la complexité, l'interconnexion, l'échelle et la gravité de la violence ayant pour base le genre en RDC en conviant de nou-

veaux acteurs à s'engager avec les acteurs existants travaillant sur ces violences et en portant les efforts sur la violence ayant pour base le genre à un niveau plus élevé. » Quant à Victoria Kwakwa, vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et du Sud, son institution ne lésine pas sur les moyens afin de lutter contre ces violences.

« Depuis 2017, cent sept opérations dans la région ont inclus des interventions visant à lutter contre les violences fondées sur le genre par le biais de projets ou de composantes opérationnelles dédiées », a-t-elle affirmé, tout en donnant l'exemple de la RDC à travers ses partenaires gouvernementaux qui a bénéficié de 100 millions de dollars dans un projet de prévention et de réponse à ces violences. Les travaux se poursuivent en panels avant la clôture ce mardi 20 juin.

Alain Diasso

CODE NUMÉRIQUE

Le nouveau texte comble les lacunes juridiques du secteur

Lors de la présentation de l'ordonnance-loi n°23/010 du 13 mars 2023, le 15 juin à Kinshasa, le ministre Kolongele Eberande a souligné, au nombre de ses avantages, la prise en charge des écosystèmes incontournables liés au « commerce électronique, la signature électronique, la régulation des plateformes numériques, la protection des données à caractère personnel, la cybersécurité et la cybercriminalité ».

La vocation ultime du nouveau texte, a indiqué le ministre du Numérique, est « de s'appliquer aux activités et services numériques », afin que les potentiels créateurs d'activités ou services numériques et les personnes les exerçant observent la réglementation désormais en vigueur en la matière. Tenu pour un droit commun du secteur du numérique, la loi, a-t-il dit, « s'applique également aux écrits, outils numériques ainsi qu'aux prestataires des services de confiance, aux contenus numériques, à la protection des systèmes informatiques, notamment contre diverses malveillances dans les cyber espaces ». Dès lors, a appuyé le ministre Kolongele Eberande, le texte « vient combler les lacunes juridiques » du pays dans le secteur du numérique sur certaines matières non prises en compte par les législations existantes. Commerce électronique, signature électronique, régulation des plateformes numériques, protection des données à caractère personnel, cybersécurité et cy-

bercriminalité sont inscrits dans ce lot.

Le ministre du Numérique a ainsi renforcé le propos de l'ambassadeur de Belgique, Jo Indekeu, tenant le code du numérique pour « un cadre juridique solide qui permettra d'exploiter pleinement le potentiel du numérique pour le développement économique, social et humain » de la République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit d'offrir « des opportunités sans précédent aux entrepreneurs, aux innovateurs, aux créateurs et à tous les citoyens congolais ». Qui plus est, l'importance du code du numérique dit « la loi Kolongele » a été relevée au niveau des administrations financières mais pas que. Le ministre a notamment évoqué des projets initiés faisant de l'Etat un des acteurs de la transformation digitale. Ce, quitte à étendre la digitalisation à divers secteurs, dont « l'identification générale de la population, la création d'un identifiant unique pour les personnes physiques, la modernisation de l'admini-



L'ambassadeur de Belgique, Jo Indekeu, intervenant à la cérémonie/Adiac

nistration, la construction d'un data center national, la géolocalisation des écoles primaires, secondaires et techniques, la digitalisation du dossier des patients dans le secteur de la Santé, etc. ».

Cinq livres essentiels

Tenant compte de son large spectre d'application, le diplomate belge a souligné que bien plus qu'une simple législation, le code du numérique incarne la vision commune portée par la

RDC et son pays « d'un Congo résolument tourné vers l'avenir, où l'accès équitable et inclusif aux technologies et à l'information est garanti ». Ce code est le fruit de la collaboration et l'engagement du ministère du Numérique avec le Royaume de Belgique, via l'Agence belge de développement, Enabel.

Par ailleurs, tenant le nouveau texte pour « le levier juridique de développement et de la diversification de l'économie »,

le ministre Kolongele Eberande a évoqué son incidence sur le climat des affaires qu'il est censé améliorer. Considérant les trois régimes juridiques applicables aux activités et services numériques qu'il fixe de façon spécifique, il a cité à ce propos « le régime d'autorisation, le régime de déclaration et le régime d'homologation » à réaliser dans les conditions prescrites par la loi.

Soulignons que le code du numérique est composé de cinq livres en dehors du préliminaire qui circonscrit les matières concernées par cette réglementation. Ainsi, le livre I porte sur « Les activités et services numériques », le livre II est axé sur « Les écrits, outils électroniques et des prestataires de service de confiance », le livre III se concentre sur « Les contenus numériques », le livre IV, par contre, porte sur « La sécurité et la protection pénale des systèmes informatiques » et le livre V, quant à lui, énonce « Les dispositions diverses transitoires et finales ».

Nioni Masela

EXPOSITION

Maliza Kiasuwa présente ses œuvres à Washington

L'artiste Maliza Kiasuwa présente, du 17 juin au 18 juillet, au Morton fine art, une galerie d'art contemporain à Washington, aux Etats-Unis, une exposition de collages mixtes et de sculptures intitulée « Art as a weapon », sa deuxième au sein de cette galerie.

Maliza Kiasuwa est une artiste visuelle d'origine congolaise et roumaine. Née en 1978 à Bucarest, elle vit et travaille au Kenya. Elle utilise la peinture, la sculpture ainsi que le collage sur papier et travaille avec des objets ainsi que des matériaux du quotidien, avec un intérêt sur l'histoire et la mutabilité des objets. « Elle crée des œuvres aux éléments stimulants et éclectiques qui célèbrent le pouvoir mystique de la nature africaine en utilisant des matériaux bruts et des symboles traditionnels de l'énergie qui coule dans les veines du continent », indique la galerie Morton fine art, dans un communiqué de presse.

Cette artiste, explique-t-on, transforme des articles de tous les jours en combinant des méthodes réductrices de déchiquetage et de torsion avec des processus constructifs de ligature, de tissage, de couture et de teinture. Le processus est fluide, concentré et méditatif. Son intérêt pour ces processus de transformation et de régénération, dit-elle, vient de son désir de comprendre le mystère du cycle de la vie.

Autodidacte, elle a exposé des œuvres dans plusieurs pays, notamment en République démocratique du Congo, au

Kenya, en Suisse, en Italie, en Angleterre et aux États-Unis.

Collage sur papier
S'étant récemment lancée dans le collage sur papier, Maliza Kiasuwa considère ce nouveau corpus d'œuvres comme une percée stylistique dans sa carrière d'artiste, débloquent de nouvelles possibilités. Les arrangements formels de collage de l'artiste, fait-on savoir, sont redevables à la fusion du christianisme et de l'animisme qui imprègne la culture africaine. « Voyageant et vivant entre l'Afrique et l'Europe, Kiasuwa a été inspirée dès son plus jeune âge par ce "mélange du sacré", notamment par les qualités talismaniques des objets quotidiens, ainsi que par les contrastes forts, parfois choquants, entre la beauté naturelle et l'intervention humaine dans la région. S'inspirant de ces influences, les compositions de l'artiste évoquent des positions de pouvoir tout en restant culturellement non figées, ce qui permet de multiples interprétations au sein de leurs arrangements totémiques », précise la galerie Morton fine art.

Par exemple, fait-on savoir, dans sa série « Talisman », des icônes accessibles donnent lieu

à des lectures contradictoires, grâce à l'agencement astucieux par l'artiste de découpes ressemblant à des poissons. Le lac Naivasha, dont dépend la ville éponyme, a récemment été le théâtre de conflits locaux, la pollution, la surpêche et le changement climatique faisant l'objet d'interventions gouvernementales et humanitaires. Les nombreux habitants de Naivasha, qui dépendent de la pêche pour leur subsistance, sont de plus en plus frustrés par la diminution de la taille des poissons disponibles dans le lac, et les restrictions environnementales ont conduit à un conflit ouvert avec les autorités. Maliza Kiasuwa invoque ces problèmes récents dans un dialogue ouvert avec l'interprétation plus typiquement occidentale et biblique de l'iconographie comme symbole d'abondance.

Un processus de suggestion et de conversation symboliques
Par ailleurs, les séries conjointes de l'artiste « Intersection » et « Paradoxe » semblent mettre en œuvre ce processus de suggestion et de conversation symboliques, dans ses possibilités et ses limites, en utilisant une autre typologie visuelle familière mais chargée : le masque africain. « En utilisant habi-



L'artiste Maliza Kiasuwa

lement des formes simples et des courbes subtiles, Kiasuwa construit des arrangements qui semblent évoquer l'ensemble de l'histoire de l'art associée à la conception de ce masque, des figures de pouvoir traditionnelles de la statuaire d'Afrique centrale à l'appropriation audacieuse du soi-disant modernisme européen « primitiviste ». En construisant des repré-

sentations dépouillées de rencontres ambiguës, où l'image du poisson semble reposer sur l'esprit de chaque sujet, l'artiste crée des œuvres indicatives dépourvues de leçons simples. « Ses tableaux évocateurs inspirent l'association tout en nous incitant à réfléchir aux subjectivités qui peuvent se cacher derrière les masques des uns et des autres », note-t-on.

Patrick Ndungidi

ELIMINATOIRES CAN 2023

La RDC désillusionne le Gabon à Franceville

C'est une victoire précieuse que les Léopards ont glané à Franceville face aux Panthères du Gabon, propulsant la République démocratique du Congo (RDC) en tête du groupe après avoir mal débuté les éliminatoires avec deux défaites en première et deuxième journées.

Les Léopards ont réalisé un coup de maître, le 18 juin, au stade de la Rénovation de Franceville face aux Panthères du Gabon, en cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), Côte d'Ivoire 2023, reportée à l'année prochaine. Deux buts à zéro, c'est le score de cette rencontre aux allures de finale entre les deux pays d'Afrique centrale.

Le sélectionneur Sébastien Desabre a aligné une équipe « compétitive », selon ses propres termes, avec Lionel Mpsi de Rodez (L2 France) dans les perches. La défense à quatre s'est composée de Dieumerci Mukoko Amale (Difaa El Jadida/Maroc) à droite, Chancel Mbemba (Olympique de Marseille/France) et Dylan Batubinsika (Maccabi Haïfa/Israël) dans l'axe, et Arthur Masuaku (Besiktas/Turquie) à gauche. Au milieu de terrain, on a retrouvé Aaron Tshibola (AEL Limassol/Chypre), Samuel Moutoussamy (Nantes/France) et Gaël Kakuta (Amiens/L2 France) et en attaque, Yoane Wissa (Brenford/Premier League Angleterre) à la pointe de l'attaque, Meschak Elia (Young Boys/



L'équipe des Léopards de la RDC

Suisse), à gauche et Théo Bongonda (Cadiz/Espagne) à gauche. Les Léopards ont été disposés en 4-3-3.

Il y a donc eu plusieurs changements par rapport au match amical remporté quelques jours auparavant face aux Cranes d'Ouganda (un but à zéro) au stade de Japoma à Douala au Cameroun, avec la titularisation de Mpsi, Mbemba, Mukoko, Meschak Elia non alignés contre l'Ouganda.

Le sélectionneur Patrice Neveu du Gabon a, pour sa part, fait confiance

La montée en puissance des Léopards

Après avoir contenu les assauts gabonais dans les premières minutes de jeu avec un Lionel Mpsi impérial dans ses buts, les Léopards sont montés en puissance jusqu'à ouvrir le

score à la 34^e minute par Aaron Tshibola, reprenant de la tête un corner d'Arthur Masuaku. Un but à zéro, c'était le score à la mi-temps. En seconde période, la bande à Aubameyang et Lemina a multiplié des offensives, mais sans inquiéter véritablement Mpsi. La paire défensive Mbemba et Batubinsika a tenu bon.

Cherchant à apporter la densité au milieu de terrain, Sébastien Desabre a procédé à un remplacement notable à la 65^e minute avec l'entrée en jeu d'Omenuke Mfulu de Las Palmas, en Espagne, à la place de Theo Bongonda. L'ancien joueur de Reims a été d'un apport nécessaire dans la récupération de balle. A la 74^e minute, deux autres joueurs ont fait leur montée sur l'aire de jeu, notamment Chadrac Akolo (Saint Gall/Suisse), à la place de Gaël Kakuta, et Fiston Kalala Mayele, à celle de Yoane Wissa.

Les Léopards ont dès lors évolué avec un attaquant frais et rapide pour exploiter des balles en profondeur. Akolo et Elia

se sont donc transformés en milieux excentrés, soutenant défensivement leurs latéraux pour boucher les deux couloirs, alors que Tshibola et Mfulu ont gêné les Gabonais dans le développement de leur jeu dans l'axe. Moutoussamy a joué en électron libre et en box to box. Le coaching de Desabre s'est avéré payant. A la 83^e minute, Fiston Kalala Mayele, esseulé sur le côté, a pénétré dans la surface de réparation, fixant son vis-à-vis avant de décocher une frappe somptueuse pour le second but des Léopards.

Avec ce succès très attendu à Franceville où les Panthères n'avaient plus perdu depuis vingt ans, les Léopards se retrouvent provisoirement en pole position du groupe I avec 7 points que les Panthères, mais avec un meilleur goal average. L'autre match de la 5^e journée du groupe opposera le Soudan à la Mauritanie ce 20 juin, au stade Adrar d'Agadir, au Maroc, en raison de l'insécurité à Khartoum, au Soudan.

Martin Engimo

21 DAYS DE Y'ELLO CARE

La seizième édition ouverte à Brazzaville

La seizième édition des « 21 days of y'ello care » s'est ouverte le 16 juin, au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, sur le thème « Donner aux entreprises les moyens d'agir pour débloquer la croissance et la création d'emplois pour les communautés ».

Depuis juin 2007, la fondation MTN œuvre sans relâche aux côtés des communautés grâce au programme de volontariat dénommé « 21 days de y'ello care ». Ce programme est un ensemble d'activités menées par les agents de MTN pendant trois semaines aux bénéfices des communautés nationales pour partager avec elles leurs valeurs culturelles, mais aussi leur savoir-faire économique.

La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, partenaire du groupe MTN pour le soutien à l'édition 2023 des « 21 days de y'ello care », a loué cette initiative bienveillante qui encourage chaque année ses collaborateurs à mener, pendant 21 jours, des actions sociales pour le bien-être des communautés dans les vingt-deux empreintes du groupe à travers le monde depuis 2007...

« Le véritable enjeu de cette co-responsabilité sociétale de l'entreprise et le groupe MTN nous en donne une parfaite illustration. Je me réjouis profondément de la constance de cette aventure commencée depuis tant d'années ainsi que de l'ampleur des défis relevés. Car la question de l'employabilité demeure, et pour cause, une préoccupation à maintes facettes. Je formule le vœu que le potentiel que la campagne



La photo de famille à l'issue de la cérémonie/Adiac

2023 des 21 days of y'ello care serve réellement à susciter des opportunités pour le service de nos communautés », a déclaré Bélanda Ayessa.

Pour sa part, le directeur juridique et des relations publiques à la Fondation MTN, Patrick Itsoua, a signifié que

sera organisée en deux volets, dont le premier sera une foire d'exposition qui permettra aux artisans, aux petites et moyennes entreprises, aux petites et moyennes industries, d'exposer leur savoir-faire et de bénéficier d'un marché, tandis que dans la seconde

un certain nombre d'analyses sur le marché depuis des années, ils se sont rendu compte que leurs entrepreneurs n'ont pas tant seulement besoin de financement, mais aussi de compréhension du marché, des produits et services... « Les formations que vous, en-

«...La question de l'employabilité demeure une préoccupation à maintes facettes. Je formule le vœu que le potentiel que la campagne 2023 des 21 days of y'ello care serve réellement à susciter des opportunités pour le service de nos communautés »

pour cette année, l'édition de « 21 days de y'ello care » aura pour objectif de rendre leurs entreprises plus fortes pour une meilleure création des richesses et d'emplois. Cette édition, a-t-il poursuivi,

partie, cet ensemble d'entrepreneurs bénéficiera des formations pointues, accessibles pour certains d'entre eux. Patrick Itsoua a indiqué que cette formation a été organisée parce qu'après avoir mené

trepreneurs, aurez pendant 21 days de y'ello care, auront pour objectifs de vous aider à positionner vos marques, à vous ouvrir à des marchés plus compétitifs, parce que vous avez de la valeur... Les

entrepreneurs d'autres villes de notre pays bénéficieront du même programme à l'instar de ceux de Dolisie et de Pointe-Noire », a-t-il souligné. Ouvrant cette seizième édition des « 21 days de y'ello care », la directrice des ressources humaines, Marie-Liz Ondongo-Ezhet, a fait savoir qu'outre les projets sociaux que mène la fondation MTN, il est fait obligation à chaque filiale du groupe de consacrer vingt et un jours de travail communautaire durant le mois de juin à partir d'un projet social à fort impact, ceci dans le but d'améliorer tant soit peu les conditions de vie des communautés. « Pour l'année 2023, nous croyons fermement qu'en organisant une foire d'exposition des produits locaux, les start-up locales couplées à des modules de formation gratuites dont l'objectif est de renforcer les capacités cognitives des jeunes entrepreneurs, cela pourra servir de déclic pour le secteur des petites et moyennes entreprises de notre pays. Consommons premièrement nos produits locaux avant de penser aux produits importés », a-t-elle suggéré.

Après la cérémonie d'ouverture, il y a eu visite des stands implantés pour la circonstance pour une durée de vingt et un jours.

Bruno Okokana

NÉCROLOGIE

Le président du Sénat, vénérable Pierre Ngolo ; Mr Jean Bruno Nganongo ; les enfants Okandzé et famille informent les parents, amis et connaissances, le décès de leur patriarche, Alphonse Okandzé, survenu le 12 juin au CHU-B à 10h 10 min des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient au domicile de l'illustre disparu, sis au 11 de l'avenue des Trois Martyrs, Talangaï, référence rond-point Ebina. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Mme Joséphine Loubaki née Koubaka, ses sœurs et frères, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants et familles associées, ont le cœur percé : il leur manque une partie d'eux-mêmes depuis que leur tant aimé Joseph Koubaka, père, grand-père, oncle et frère, né le 19 mars 1930, s'en est allé le 16 mai 2023, à 17h55, au CHU de Brazzaville.

La veillée se tient au n°90 rue Dolisie à Mougali, à Brazzaville.

La veillée se tient au 91 rue Dolisie à Mougali, à Brazzaville. Contacts utiles : 00 336 66 39 55 53 / 00 242 06 465 17 94 et 00 242 06 977 57 85

COSUMAF

La nouvelle présidente face à de nombreux défis

La Camerounaise Jacqueline Nkembe Adiaba, 56 ans, a été installée dans ses fonctions, le 16 juin, trois mois après sa nomination à la tête de la présidence de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf). Durant les cinq prochaines années, elle est attendue sur les dossiers brûlants comme la modernisation du marché financier et l'introduction en bourse de nouvelles entreprises.

La cérémonie d'intronisation de la banquière, patronnée par le ministre congolais de l'Économie et des Finances, Jean Baptiste Ondaye, assurant la présidence du comité ministériel de l'Union monétaire d'Afrique centrale (Umac), marque un tournant dans la consolidation des institutions sous-régionales. Elle permettrait d'accélérer la dynamique de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale née de la fusion des places boursières de Libreville (Gabon) et de Douala (Cameroun), en 2019.

Première femme à diriger la Cosumaf depuis sa création en 2001, Jacqueline Nkembe Adiaba connaît bien le marché financier de la sous-région, pour avoir travaillé au sein de la bourse des valeurs du Cameroun, à l'ex-Douala Stock Exchange. Elle devra donc œuvrer pour l'entrée en bourse d'une quinzaine d'entreprises publiques propo-



Jacqueline Nkembe

« La qualité de votre leadership et de votre management sera déterminante pour l'atteinte des résultats et des objectifs qui vous sont fixés »,

sée par les États de la région et poursuivre la réforme des textes régissant le fonctionnement des différents produits et entités acceptés dans l'écosystème du marché financier communautaire.

La promue devra aussi suivre la feuille de route de 2017 ayant conduit à l'unification des deux marchés financiers, qui a été matérialisée par l'acte additionnel n°6 du 19 février 2018, portant unification du marché financier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et mesures d'accompagnement. « La Cosumaf sera à vos côtés pour bâtir, à la fois des actions concrètes, mais aussi des cadres de référence, utiles pour l'action collective. L'un de mes objectifs étant de renforcer les liens de la Cosumaf avec les parties prenantes et partenaires », a promis Jacqueline Nkembe Adiaba.

Installant la présidente de la

Cosumaf et son secrétaire général, Salvador Mangué Ayingono, le ministre Jean Baptiste Ondaye a encouragé les promues à privilégier la coopération et la collaboration avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème financier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et des autres régions du monde. « La qualité de votre leadership et de votre management sera déterminante pour l'atteinte des résultats et des objectifs qui vous sont fixés », a-t-il dit.

Par ailleurs, le président du comité interministériel de l'Umac a exhorté la nouvelle équipe de la Cosumaf à accélérer la modernisation de l'infrastructure de travail, à travers l'interconnexion avec le système d'information de la Banque centrale commune, actuelle dépositaire centrale unique.

Fiacre Kombo

RUSSIE-AFRIQUE

L'avenir urbain durable au centre d'un forum multilatéral

L'Association des Nations unies de Russie et l'Institut d'État des relations internationales de Moscou organiseront, les 27 et 28 juin, le forum en ligne sur l'échange d'expériences sur le développement urbain durable. Les conclusions de cette rencontre seront présentées fin juillet au deuxième Sommet Russie-Afrique, à Saint-Petersbourg.

Le forum dédié au développement urbain durable bénéficiera du soutien du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, du Centre d'information des Nations unies à Moscou et du Forum international « Russie — Afrique. « Avenir urbain durable : échange d'expériences et partenariats pour des objectifs communs » est le thème de l'événement qui se tiendra à Addis-Abeba, en Éthiopie, et à Nairobi, au Kenya.

D'après les organisateurs, il vise à résumer l'expérience et à discuter de la composante pratique de la coopération en matière de développement durable urbain et régional. Le premier jour du forum sera, en effet, réservé aux différentes présentations et aux discussions sur le développement des communautés urbaines et à la coopération entre les régions ainsi que les villes de Russie et d'Afrique. Des conférenciers russes, africains et onusiens interviendront en visioconférence.

La seconde journée du forum sera consacrée à la coopération commerciale, économique et humanitaire, aux perspectives de renforcement du partenariat entre la Russie et l'Afrique dans les domaines environnemental, social, scientifique, technique et culturel. Des invités de marque seront également attendus parmi lesquels des officiels russes, des responsables du Centre d'exportation russe, des représentants des opérateurs économiques russes en Afrique, des délégués de la direction de la Banque africaine de développement, de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest...

En rappel, l'organisation de cet événement intervient en prélude au deuxième Sommet Russie-Afrique prévu du 26 au 29 juillet, à Saint-Petersbourg (Russie), dont l'objectif est de promouvoir les efforts visant à renforcer la coopération globale et équitable entre la Fédération de Russie et les pays africains. Le sommet accueillera une exposition à grande échelle qui servira de plateforme de communication clé pour démontrer les réalisations et les capacités des pays participants dans les domaines de l'économie, de la science, de l'écologie et de la culture.

Fiacre Kombo

IMMIGRATION CLANDESTINE VERS L'UE

Le nombre a plus que doublé cette année

Quatre jours après le naufrage d'un bateau de migrants qui a fait au moins 79 morts au large de la Grèce, Frontex annonce que le nombre de migrants traversant la Méditerranée pour rejoindre l'Union européenne (UE) a « plus que doublé » en 2023.

Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a publié, le 16 juin, un rapport indiquant que le nombre de migrants traversant le centre de la Méditerranée pour rallier l'UE a plus que doublé en 2023. Au cours des cinq premiers mois de l'année, le nombre de franchissements irréguliers détectés aux frontières extérieures de l'UE a atteint 102 000, soit 12 % de plus qu'il y a un an, selon des calculs préliminaires, annonce l'agence. Les États membres ont recensé plus de 50 300 entrées irrégulières par cette voie, le nombre le plus élevé enregistré depuis 2017.

Cette publication survient au



surlendemain d'un naufrage au large des côtes grecques qui a fait au moins 79 morts, le plus meurtrier cette année pour le pays. Ce bilan pourrait encore augmenter : 104 personnes ont pu être secou-

rées, mais jusqu'à 700 auraient pu se trouver à bord de l'embarcation. Neuf personnes ont été arrêtées, soupçonnées d'être des passeurs.

Noël Ndong

AIDE HUMANITAIRE

Moscou va financer 10 millions de dollars au profit de quatre pays africains

La Russie va débloquer dix millions de dollars pour fournir une aide alimentaire à quatre pays africains dont le Burkina Faso, la Centrafrique, le Soudan et l'Éthiopie.

L'aide russe est une contribution volontaire au fonds du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies. Les pays bénéficiaires recevront chacun 2,5 millions de dollars.

Cette contribution financière s'inscrit dans le cadre des efforts de Moscou pour endiguer la crise alimentaire en Afrique. A l'aune de l'ordonnance du gouvernement, les ministres russes des Affaires étrangères

et des Finances coordonneront avec le PAM les modalités de cette aide, qui exigent notamment l'achat de toutes les marchandises en Russie. Moscou avait déjà livré gratuitement 20 000 tonnes d'engrais au Malawi en mars, tandis que le Kenya avait reçu, en mai, un lot de 34 tonnes.

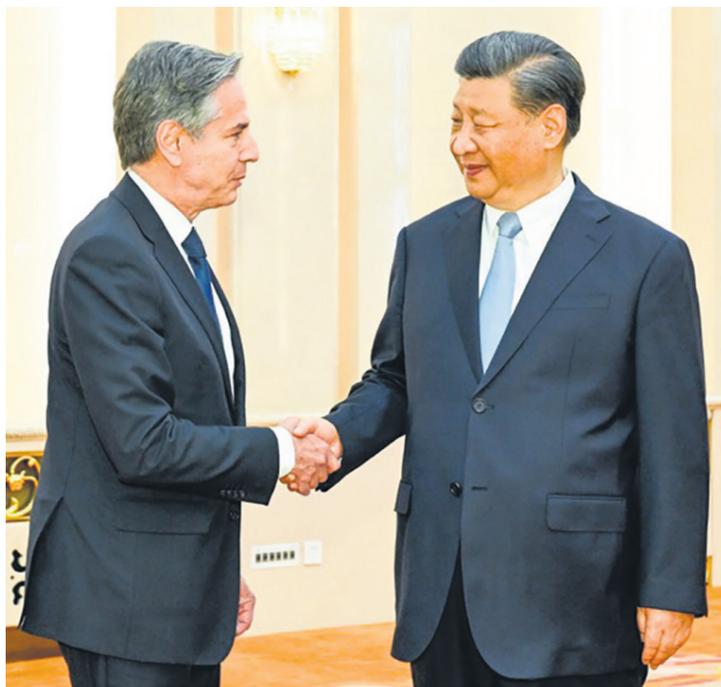
N.Nd.

CHINE / ETATS-UNIS

Les deux pays envisagent des relations plus saines

Dans l'après-midi du 19 juin, le président Xi Jinping a rencontré le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, en visite à Pékin. Au menu des échanges, le renforcement de la coopération, des relations d'amitié et de la coexistence pacifique entre les deux pays.

Face à la rivalité sans cesse croissante entre les deux pays qui a longtemps inquiété la communauté internationale, le président chinois estime que son pays et les États-Unis doivent, plus que jamais, travailler avec un sens de responsabilité envers l'Histoire, les peuples et le monde. "Nos deux grands pays peuvent surmonter les difficultés et trouver une bonne voie de s'entendre marquée par le respect mutuel, la coexistence pacifique et la coopération gagnant-gagnant", a confié le chef de l'Etat chinois. Poursuivant son propos, le président Xi Jinping a rappelé que "la planète Terre est suffisamment grande pour le développement respectif et la prospérité partagée de la Chine et les États-Unis. Le peuple chinois, tout comme le peuple américain, est un peuple digne, confiant et persévérant, et a le droit de rechercher une vie meilleure. Les intérêts communs des deux pays devaient être pris en compte et le succès de l'un devrait représenter une opportunité et non une menace pour l'autre". Au regard de ces propos du président Xi Jinping, Antony Blinken a souligné que tout comme son homologue chinois, le président Joe Biden est convaincu que les États-Unis et



La poignée de main amicale entre le président chinois, Xi Jinping, et le secrétaire d'État américain, Antony Blinken/DR

la Chine ont la responsabilité et le devoir de bien gérer leurs relations bilatérales pour le bien de l'humanité. Selon lui, "la partie américaine travaille à observer les engagements pris par le président Biden à Bali, à savoir qu'elle ne cherche pas une nouvelle guerre froide, elle ne cherche pas à changer le système de la Chine, la revitalisation de ses

alliances n'est pas anti-Chine, elle ne soutient pas l'« indépendance de Taïwan » et elle n'a pas l'intention d'entrer en conflit avec la Chine". Pour matérialiser sa volonté d'un climat de paix avec la Chine, le secrétaire d'Etat américain a confié que les États-Unis souhaitent, à l'avenir, développer des échanges de haut niveau avec la Chine et maintenir une communication fluide. Égale-

ment, gérer de manière responsable les différences et de promouvoir le dialogue, les échanges et la coopération.

L'affaire "Taïwan"

Avant de rencontrer le président chinois, Xi Jinping, c'est avec le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang, que le secrétaire d'État américain s'était entretenu le 18 juin, à Pékin. Au cœur de leurs échanges figurait, entre autres, la question de Taïwan pour laquelle l'empire du milieu appelle les États-Unis à respecter le principe d'une "seule Chine". Selon lui, le sujet de Taïwan est au cœur même des intérêts vitaux de la Chine et constitue la question la plus importante et le risque le plus aigu de tension dans les relations sino-américaines. Ainsi, "la partie chinoise exhorte la partie américaine à observer scrupuleusement le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints sino-américains, et à traduire effectivement en actes son engagement de ne pas soutenir l'indépendance de Taïwan", déclarait Qin Gang.

"Les relations sino-américaines se trouvent actuellement au plus bas depuis l'établissement des re-

lations diplomatiques entre les deux pays et que cela ne correspondait ni aux intérêts fondamentaux des deux peuples ni aux attentes communes de la communauté internationale", a déploré Qin Gang. Partageant ce point de vue, Antony Blinken a signifié qu'il était effectivement nécessaire pour les deux pays, à ce jour, de maintenir et poursuivre des échanges de haut niveau.

Les deux parties ont annoncé, à cette occasion, l'élargissement des échanges humains et éducatifs ainsi que l'engagement des discussions positives sur l'augmentation des vols passagers entre les deux pays. Aussi, accroître les échanges d'étudiants, de chercheurs et d'hommes d'affaires entre les deux pays en leur fournissant des soutiens et facilités. Lors de sa rencontre avec le président Xi Jinping, Anthony Blinken lui a transmis les salutations de son homologue Joe Biden. Ce dernier n'a pas manqué de faire de même. Le secrétaire d'État américain a, en outre, invité le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères, Qin Gang, à effectuer une visite aux États-Unis. Qin Gang s'y rendra donc à un moment convenu par les deux parties.

Merveille Jessica Atipo

Allocution de M. Jean-Marie Dedeyan, vice-président de la Fondation Charles-de-Gaulle, prononcée devant la statue du général érigée sur les Champs-Élysées, 18 juin 2023

En ce 18 juin 2023, en France et un peu partout dans le monde, notamment en Afrique mais aussi dans d'autres régions ultra-marines, des hommes et des femmes se réunissent pour honorer le souvenir de l'Appel lancé courageusement de Londres par le général de Gaulle, le 18 juin 1940. Un appel historique au rassemblement contre le défaitisme et l'asservissement.

A l'hommage au général de Gaulle qui nous réunit 83 ans plus tard, nous associons les hommes et les femmes qui l'ont rejoint, ceux qui ont combattu à ses côtés comme ceux de l'armée des ombres, résistants et résistantes dans la France occupée, dont le courage et l'obstination furent décisifs dans la longue épreuve à laquelle notre nation a été confrontée. Rendant hommage au courage des résistants, le président de la République vient d'ailleurs d'annoncer la prochaine entrée au Panthéon de Missak Manoukian dont l'héroïsme mérite notre reconnaissance

Il convient d'associer aussi à notre souvenir les valeureux combattants des pays de l'ex-Afrique équatoriale française, Tchad, Cameroun, Gabon, l'Oubangui-Chari devenu République centrafricaine et, tout particulièrement, le Congo, dont le ralliement à la France libre dès le mois d'août 1940 a été essentiel pendant les dures années de combat pour la libération de notre pays et dont la capitale Brazzaville a été la capitale administrative de la France libre dès octobre 1940.

C'est également à Brazzaville que le général de Gaulle réunit, du 30 janvier au 8 février 1944, la Conférence de Brazzaville. Il y prononce un discours dans lequel, évoquant les relations entre la France et les colonies africaines après la Seconde Guerre mon-

diale, il mentionne pour la première fois la perspective d'une émancipation des peuples africains, prélude à l'indépendance et à l'engagement de la France dans la voie de relations nouvelles et d'une coopération résolue avec l'Afrique.

Le Gaullisme, chacun le sait, c'est d'abord une histoire. L'histoire d'un homme et de ses compagnons qui refusent la défaite, s'opposent au renoncement du régime de Vichy et décident de combattre pour défendre une certaine idée de la France forgée par des siècles d'histoire, une conception de la souveraineté, un refus de l'asservissement et une volonté farouche de permettre au peuple français de continuer librement à écrire sa propre histoire au lieu de la laisser écrire par d'autres.

Le Gaullisme n'est ni une religion ni une doctrine. C'est une conception murie et pragmatique de l'action, dans le souci constant de l'intérêt supérieur du Pays.

Cette approche repose à la fois sur des réalités historiques, culturelles, démographiques et géographiques, sur des valeurs philosophiques, sur une prise en compte réfléchie des circonstances et des réalités, et sur une capacité d'application dont les principes demeurent, mais dont la traduction opérationnelle est fonction des circonstances.

A un moment où le monde fait face à un conflit préoccupant aux frontières de l'Europe, à des mutations qui interrogent, interpellent et fragilisent les équilibres, à des rivalités génératrices de tensions préoccupantes, à des défis technologiques source d'enjeux nouveaux de souveraineté,

la pensée du général de Gaulle, son pragmatisme face aux situations les plus difficiles et à des acteurs imprévisibles, constituent, n'en doutons pas, une source d'inspiration pour tous ceux qui entendent demeurer fiers de leur pays.

Oui, à l'évidence le monde est en train de changer. La crainte est à la fois identitaire, culturelle, sociale est territoriale. Et lorsque la crainte se transforme en angoisse, la guerre est une tentation dans plusieurs régions du monde. Dès lors, pour ne pas y succomber, il faut consentir à l'effort.

Oui, la paix est faite d'efforts et ces efforts nécessitent courage, persévérance, force de ne pas céder aux instincts de confrontation belliqueuse, et acceptation de tempéraments, de cultures et d'intérêts qui ne sont pas toujours compatibles mais dont il faut rechercher la complémentarité dans le dialogue pour ne pas céder à la tentation d'un affrontement destructeur.

Et si les déséquilibres actuels sont porteurs de risques, ils sont aussi porteurs d'opportunités qu'il nous faut bien cerner pour les ajuster à notre vision de l'avenir afin de déterminer des objectifs et des actes permettant à la France de demeurer un pays, respecté et écouté, capable d'être pour les générations actuelles et les générations futures une ambition forte et partagée, à la hauteur de son histoire, de son rang et de son destin.

De Gaulle n'a jamais cessé de combattre le populisme et le racisme, de promouvoir la solidarité nationale, de conjuguer liberté économique et progrès social, d'encourager la participation, de rechercher l'intérêt de la France dans le constant souci de son

indépendance et de sa position en Europe et sur la scène internationale.

L'homme du 18 juin a su inciter les Françaises et les Français à s'émanciper des circonstances et des contraintes pour résister et dépasser les situations accablantes. N'en déplaise à ses détracteurs, le nom, la pensée, l'action, la personnalité du général de Gaulle doivent continuer à servir d'exemple aux plus jeunes, quelle que soit leur origine.

Votre présence ici le montre, l'histoire forge les hommes et pour que la France demeure un grand pays, il faut non seulement développer l'enseignement de l'histoire du XXe siècle vers les jeunes mais aussi, comme vient de le souligner Mme d'Hauteserre, maire du 8e arrondissement de Paris et organisatrice de cette cérémonie, susciter chez les générations présentes et futures une ambition forte et partagée...

Car, nul ne peut en douter, c'est aux générations qui nous suivent qu'il appartiendra d'œuvrer à leur tour pour l'avenir de notre Pays en continuant à inscrire son développement, ses espérances et l'épanouissement de ses enfants dans la longue histoire qui, au fil des siècles, a façonné sa grandeur et son rayonnement.

Etre gaulliste aujourd'hui, ce n'est donc pas être nostalgique. C'est, au contraire, agir sans renoncer pour maintenir vivante et transmettre une certaine idée de la France, de l'Etat, de la Nation, de la République et du bien public, afin d'éclairer et d'élever non seulement la pensée mais aussi l'action future des jeunes générations face aux réalités et aux défis du XXe siècle.

Jean-Marie Dedeyan

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Plus de 90 000 candidats en lice

Sur toute l'étendue du territoire national, 92 173 candidats passeront les épreuves du baccalauréat général, du 20 au 23 juin, dans deux cent cinquante-deux centres, dont cent cinq à Brazzaville et soixante-quatorze à Pointe-Noire.

Dans la matinée du 20 juin, toutes les séries, littéraires et scientifiques, débiteront les épreuves du baccalauréat par les mathématiques. Concernant les séries scientifiques, le tirage au sort des épreuves littéraires est telle que l'histoire a été retenue à la place de la géographie, la philosophie à celle du français. L'épreuve d'éducation physique et sportive aura lieu après l'écrit.

« L'une des consignes particulières à donner aux candidats est de laisser les téléphones à la maison pour qu'ils ne courent pas le risque d'être sanctionnés. L'Etat a déployé de gros moyens pour la sécurisa-



Les candidats au baccalauréat général débutent les épreuves ce 20 juin/Adiac

tion des examens. Ceux qui vont s'aventurer dans la fraude subiront la rigueur de la loi », a déclaré le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou. Depuis le 16 juin, les jurys et d'autres équipes pédagogiques avaient déjà été déployées sur l'ensemble du territoire national après un séminaire de renforcement des capacités pour une organisation réussie du baccalauréat tenu le 13 juin, à Brazzaville. Les listes des candidats ont été publiées, des sujets scellés. « Tout est prêt pour le lancement du baccalauréat général le mardi 20 juin », a fait savoir le ministre.

Il convient de rappeler que l'année dernière, au baccalauréat, le département de la Cuvette-Ouest avait occupé la première place avec 63,24% d'admis, suivi respectivement des Plateaux 56,22%, de la Bouenza 52,6%, de la Likouala 59,62%, du Pool 47,42% et du Niari 28,97%. Il faut donc attendre les résultats de cette année pour savoir si les départements qui ont occupé les premières places vont s'y maintenir ou encore d'autres se feront valoir.

Rominique Makaya

FRANCE-AFRIQUE DU SUD

La cheffe de la diplomatie française en visite à Pretoria

La ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, est arrivée en Afrique du Sud, le 19 juin, pour une visite de deux jours, a-t-elle annoncé dans une publication sur ses réseaux sociaux.

Catherine Colonna doit s'entretenir avec son homologue sud-africaine, Naledi Pandor, qu'elle a déjà rencontré en mai, lors de sa venue à Paris. Les deux dirigeantes doivent évoquer ensemble la guerre en Ukraine et ses conséquences ainsi que le sommet pour un Nouveau pacte financier mondial qui se tiendra à Paris les 22 et 23 juin, a indiqué le Quai d'Orsay. Sont également prévus au menu des discussions « les principaux défis internationaux sur lesquels (les) deux pays coopèrent comme le climat et la santé ».

« Deux ans après la visite du président Emmanuel Macron, nous poursuivons sur la voie tracée », s'est réjouie Catherine Colonna. La diplomatie française a précisé, par ailleurs, que la ministre aura également l'occasion de rencontrer des représentants de la communauté française en Afrique du Sud, ainsi que des dirigeants d'entreprises françaises implantées dans le pays. Les investissements des entreprises françaises en Afrique du Sud ont doublé au cours des dix dernières années.

Cette visite de Catherine Colonna revêt un enjeu spécial puisqu'elle intervient à l'heure où Emmanuel Macron tente de négocier sa participation au sommet du Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud prévu à l'automne, à Pretoria.

Noël Ndong

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Maroc octroie des bourses aux étudiants congolais

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, et l'ambassadeur du Maroc au Congo, Ahmmed Agargi, ont ouvert, le 19 juin à Brazzaville, les travaux du comité ad hoc qui va définir les modalités d'octroi des bourses aux étudiants congolais.

Pour le compte de l'année académique 2023-2024, le Maroc a mis à disposition quatre-vingt-dix bourses. « Ces bourses sont octroyées pour matérialiser la solidarité agissante entre le Maroc et le Congo », a fait savoir l'ambassadeur, Ahmmed Agargi, à l'issue de l'échange avec la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, le 19 juin à Brazzaville.

Cet échange a permis de lancer les travaux de la commission ad hoc réunissant Marocains et Congolais pour définir les contours de l'octroi de ces bourses. Le profil des étudiants qui vont en bénéficier, les filières d'études et d'autres modalités sont autant de questions techniques au menu du travail de cette commission, a indiqué le diplomate marocain.

A propos de l'octroi des bourses, le Maroc n'est pas à son premier coup d'essai. La tradition boursière date de plusieurs années. L'année



L'ambassadeur du Maroc annonçant l'octroi des bourses/Adiac

dernière, la meilleure élève au baccalauréat, Vanité Iona Ngatse, obtenait une bourse du Maroc dans les conditions exceptionnelles car la procédure d'attribution des bourses au titre de l'année 2022 avait déjà été bouclée. « La qualité des relations entre le Congo et le Maroc est telle qu'il fallait faire exception », expliquait l'ambassadeur du Maroc.

La même année, le Royaume octroyait 90 bourses aux étudiants

congolais dans les domaines des sciences médicales et paramédicales ; de l'Ingénierie, des sciences commerciales, agronomiques...

Pour les bourses de l'année académique 2023-2024, la communauté estudiantine doit attendre les résultats des travaux du comité ad hoc qui est déjà à pied d'œuvre afin d'avoir un aperçu sur les critères d'octroi et les spécialités d'études.

R.M.

COMMÉMORATION

Le Congo et la France se souviennent de la date du 18 juin 1940

Dans le cadre du 83^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, une cérémonie a été organisée au square de Gaulle de Brazzaville, en présence des autorités françaises et congolaises ainsi que du corps diplomatique accrédité en République du Congo.



Les officiels déposant les gerbes de fleurs/Adiac

De nombreuses autorités civiles et militaires, parmi lesquelles le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau et le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoi.

Le capitaine André David, coopérant militaire près l'ambassade de France au Congo, a fait la lecture du discours prononcé par le gé-

néral de Gaulle, le 18 juin 1940, sur les antennes de la radio BBC, invitant les officiers et les soldats français en territoire britannique, des outremer et d'Afrique à se mettre en rapport avec lui. « *Quoi qu'il arrive la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres* », déclarait général de Gaulle à Londres, le 18 juin 1940.

Cette cérémonie a été marquée par le dépôt des gerbes de fleurs par les autorités civiles et militaires, l'interprétation de « La Marseillaise » et de « La Congolaise » par la fanfare des Forces armées congolaises. En outre, quatre officiers, suivis d'un colonel à la retraite, ont été décorés de la médaille d'argent, de bronze et d'or de la coopération militaire française.

Guillaume Ondze

TRANSFORMATION DU CERCLE CULTUREL DE POTO-POTO

Lenteur dans l'exécution des travaux

Le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a exhorté l'entreprise BFM, chargée d'exécuter les travaux de transformation du cercle culturel de Poto-Poto en pôle culturel, artistique et citoyen, à redoubler d'efforts pour rattraper le retard observé.

Cofinancés par la mairie de Brazzaville et l'Association internationale des mairies francophones (AIMF), les travaux de transformation de la maison commune de Poto-Poto en cercle culturel, sa vocation initiale, n'avancent pas au rythme souhaité. « Aujourd'hui, nous sommes venus voir le niveau d'exécution des travaux et comme nous le constatons, ils n'avancent pas à un bon rythme à la satisfaction de la mairie de Brazzaville. C'est pourquoi nous exhortons l'entreprise à redoubler d'efforts afin que nous soyons à même de présenter un dossier d'étape au niveau de l'AIMF à qui nous devons rendre compte », a expliqué le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba.

Les travaux, dont le niveau d'exécution est estimé à 40%, consistent à la construction d'un nouveau bâtiment de R+1 et à la rénovation du bâtiment principal. « Ce sera l'unique mairie à Brazzaville où il va y avoir des endroits où on pourra présenter des scènes, à l'intérieur;

il y aura un podium et une salle de spectacle. Le nouveau bâtiment R+1 en construction va abriter en même temps l'administration de la mairie et les locaux techniques pour les personnes qui viendront prêter », a déclaré le chef de projet, Simplicie Mampassi.

Quant au retard observé, il a évoqué quelques raisons, parmi lesquelles le braquage subi dans le Pool lors de l'acheminement des matériaux sur Brazzaville, les intempéries et le relogement des services de la mairie de Poto-Poto. « Les travaux ont officiellement démarré le 4 avril 2023, la fin est envisagée pour le 15 décembre. Il était initiale-



Le maire de Brazzaville s'imprégnant de la réalité du terrain/Adiac

« Ce sera l'unique mairie à Brazzaville où il va y avoir des endroits où on pourra présenter des scènes, à l'intérieur, il y aura un podium et une salle de spectacle. Le nouveau bâtiment R+1 en construction va abriter en même temps l'administration de la mairie et les locaux techniques pour les personnes qui viendront prêter »

ment prévu que les travaux devaient démarrer en décembre 2022, malheureusement nous avons connu un acte de vandalisme dans le Pool. Qu'à cela ne tienne, nous allons rattraper le retard que nous avons connu étant donné que nous sommes en saison sèche », a assuré le chef de projet.

Parfait Wilfried Douniama

INFRASTRUCTURES

Près de 230 projets budgétisés non exécutés

D'après une enquête menée par cinq organisations de la société civile (OSC), dont les résultats ont été présentés au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le week-end, 229 projets budgétisés dans les lois de finances allant de 2014 à 2019 n'ont connu aucun début d'exécution à ce jour.

Dans le cadre du suivi de l'exécution des projets prévus dans les secteurs de la santé et de l'éducation, entre 2014 et 2019, le gouvernement avait confié à la Commission justice et paix, Forum des jeunes entreprises du Congo, Fondation Niosi, Action évangélique pour la paix et l'Association femmes juristes du Congo la responsabilité de mener une enquête de terrain.

Les résultats de ces enquêtes présentés aux partenaires et aux institutions de lutte contre la corruption, révèlent que de nombreux projets, pourtant budgétisés, n'ont pu être réalisés jusqu'à ce jour à travers le pays.

Dans le secteur de la santé, l'enquête a porté sur 297 projets, dont 227 concernent les projets de construction et 70 d'équipement. En ce qui concerne le volet construction, 116 projets, soit 51,10%, n'ont pas démarré jusqu'à ce jour sur les 227 prévus, contre 111, soit 48,90% ayant connu un début d'exécution.

Dans le lot, précise le rapport d'enquête, 19,82% de projets



Vue d'un chantier inachevé/Adiac

sont achevés, 03,08% sont en cours de réalisation et 25,99% sont aux arrêts.

S'agissant des projets d'équipement, l'enquête des OSC fait état de ce que 17 projets, soit 24,3%, ont été exécutés, contre 53 chantiers, soit 75,7% non achevés.

Dans le secteur de l'éducation, par contre, sur 457 chantiers enquêtés, 113 projets de construction n'ont jamais démarré. Parmi eux, 168 sont en cours d'exécution dont 61,94% sont achevés et 30% sont arrêtés, contre 7,96% en plein travaux.

A propos des projets d'équipement, il ressort que 73 projets n'ont pas été exécutés contre 103 qui ont pu l'être. Par ailleurs, 103 projets ont pu être exécutés, dont 97 l'ont été en totalité et six partiellement.

multiples raisons

Les deux rapports d'enquête font état de ce que plusieurs facteurs sont à l'origine du non achèvement ou d'achèvement partiel de la plupart de ces chantiers.

L'étude de terrain précise que certaines sociétés adjudicataires ont touché des fonds qui leur étaient dus mais pour des raisons techniques n'ont pu achever les projets. Certaines entreprises ont bien reçu le financement mais ont simplement pris la clé des champs en toute impunité. D'autres, par contre, ont reçu des titres de paiement mais n'ont pu obtenir le décaissement au niveau du Trésor public.

Par ailleurs, en vue de promouvoir la bonne gouvernance et améliorer l'exécution des chantiers publics, ces organisations de la société civile ont adopté une kyrielle de recommandations aussi bien à l'endroit du gouvernement, aux partenaires, aux médias qu'aux citoyens.

L'enquête a été supervisée par le projet de renforcement de réformes intégrées du secteur public, cofinancé par le Congo et la Banque mondiale.

Firmin Oyé

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°001/ECG/DG/2023

Pour l'approvisionnement des fournitures de bureau, des consommables bureautiques et des imprimés courants

La direction générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour l'approvisionnement des fournitures de bureau, des consommables bureautiques et des imprimés courants.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis à la division EBS au rez de chaussée de l'immeuble Ecobank à Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace au secrétariat du directeur général adjoint, entre 9h00 et 12 heures à partir du 12 juin 2023.

Les offres signées et cachetées devront être déposées au plus tard le 11 juillet à 16 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 8 juin 2023

La Direction générale

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers (M'pila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville



LUTTE CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE

Le Congo doté d'un automate d'échanges transfusionnels

Le Centre national de référence de la drépanocytose (CNRD) Antoinette-Sassou-N'Guesso a réceptionné, le 19 juin, à Brazzaville, un automate d'échanges transfusionnels par l'entremise du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

La cérémonie de remise du don s'est déroulée en présence des représentants de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Unesco, du personnel de santé et d'une délégation de la Fondation Congo Assistance que dirige l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, marraine de la lutte contre la drépanocytose, dont le Centre porte son nom. Elle a été couplée d'une séance pratique d'échange de sang sur une malade drépanocytaire portant une grossesse de sept mois. D'après le directeur général du CNRD, Alexis Elira Dokékias, l'échange transfusionnel consiste à remplacer un volume donné des globules rouges malades du patient par des globules rouges sains. Cette procédure est mise en place pour les patients drépanocytaires quand il y a besoin à la fois d'améliorer l'oxygénation des tissus avec l'apport d'hémoglobine A et de diminuer la concentration en hémoglobine malade S réduisant ainsi les mécanismes délétères de la maladie.

« L'appareil que nous venons d'acquérir est une révolution au Congo. En Afrique centrale, le Congo est le premier pays à posséder cet appareil qui coûte excessivement cher. La dame sur qui l'échange est effectué est à 28 semaines de grossesse. L'échange



Alexis Elira Dokékias en compagnie du ministre Gilbert Mokoki/Adiac

lui permettra d'atteindre jusqu'à 37 semaines sans complications, et elle pourra accoucher normalement. Elle doit être suivie en permanence », a expliqué le Pr Alexis Elira Dokékias.

Hormis l'automate d'échanges transfusionnels, le CNRD a été doté également d'une ambulance pour faciliter le transport des patients et du personnel, et dans les prochains

jours, il sera doté d'un échographe, grâce au partenariat entre le ministère de la Santé et de la Population et la Fondation Congo Assistance.

« Nous nous félicitons des progrès importants réalisés à travers tout le pays, pour permettre de réduire le fardeau important de la morbidité et de la mortalité imputable à cette maladie. Nous sommes une fois de plus honorés

avec l'appui de notre marraine par l'acquisition d'une nouvelle machine et d'un nouvel échographe de sang qui vont faciliter le diagnostic et par des échanges de sang qui vont faciliter la vie de certains malades présentant certaines complications de la drépanocytose », a déclaré le ministre Gilbert Mokoki dans son allocution.

En outre, il a salué les efforts consentis par les premières dames d'Afrique, en particulier par la présidente de la Fondation Congo Assistance, Antoinette Sassou N'Guesso, à travers son plaidoyer pour faire sortir cette maladie de l'anonymat. « Son plaidoyer réussi a permis la construction et l'équipement du CNRD à vocation régionale », a ajouté le ministre.

Les statistiques démontrent qu'au Congo le genre S anormal qui caractérise la drépanocytose touche une personne sur quatre dans sa forme partielle, et deux enfants sur cent naissent avec la forme totale. Environ 70 000 personnes portent la drépanocytose totale. Le directeur général du CNRD a fait savoir que des progrès significatifs ont été enregistrés. Jusqu'à la date du 18 juin, le centre a enregistré 37 802 malades. Parmi eux, sept décès depuis 2017. Deux décès ont été enregistrés en 2022.

« Nous avons fait des progrès importants et substantiels, certes. Mais en termes de malades, nous ne sommes pas encore satisfaits parce qu'il se pose un problème de communication. Car certains malades, jusqu'à un âge avancé, ignorent leur état de santé », a déploré le Pr Alexis Elira Dokékias, insistant sur le dépistage précoce.

Yvette Reine Nzaba

SOLIDARITÉ

Des lunettes gratuites pour les Brazzavillois

L'Association Saint-François de Sales pour l'action et la solidarité en faveur de la population de Brazzaville (Assab) a lancé, le 17 juin, en partenariat avec la mairie de Kintélé, l'opération de distribution gratuite des lunettes aux personnes souffrant de maladies des yeux.

Organisée jusqu'au 21 juin, au siège parlementaire de la députée-maire de Kintélé, Stella Sassou N'Guesso, l'opération est un véritable succès au regard de l'affluence observée le premier jour. En effet, les membres de l'association ont reçu entre 200 et 300 personnes. Comme à chaque campagne de distribution des lunettes de vue, l'équipe de l'Assab relève au préalable la température, la tension artérielle, la glycémie avant d'administrer les gouttes de collyre dans les yeux des patients. « En effet, femmes et hommes, même les enfants, bravent la fraîcheur et parfois le soleil du moment pour être reçus. Seule condition à supporter par la population est de se pointer à jeun et avoir une ordonnance délivrée par les ophtalmologues », précise le communiqué de l'Assab.

En l'absence du président de l'Assab-France, le Dr Eymard Galouon Eta, la délégation de l'association a été conduite par les présidents de Brazzaville, Dianny Okinda, et de

Pointe-Noire, le pasteur Simplicie Didier Mpo. La cérémonie de lancement a été marquée, entre autres, par la remise des lunettes à un échantillon de quelques personnes par la députée-maire de Kintélé, Stella Sassou N'Guesso.

Une initiative positivement appréciée par la population dont certaines personnes ne savaient plus à quel saint se vouer. « Les maladies des yeux sont devenues un problème de santé publique en République du Congo. J'en souffre depuis des années, mais je n'avais jamais porté de lunettes par manque de moyens. Aujourd'hui, je dis merci à cette association qui vient de m'aider », s'est réjoui un patient.

L'Assab est une association à caractère social qui a pour but de soutenir la population congolaise dans les domaines de l'éducation et de la santé. Elle est liée au gouvernement à travers deux conventions signées avec les ministères de l'Enseignement et de la Santé et vient en aide aux élèves, étudiants,



Les bénéficiaires en pleine consultation médicale/DR

enseignants ainsi qu'aux hôpitaux du pays. Ceci à travers des dons en matériel pédagogique (livres scolaires, jeux éducatifs, ordinateurs, imprimantes, matériel de laboratoires...) et sanitaire (pieds de perfusion, lits d'hôpitaux, brancards, fauteuils roulants, déambulateurs, lunettes ophtalmologiques...).

Une convention est en cours de signature entre cette association et la mairie de Kintélé. A son actif, l'Assab a distribué des fournitures scolaires dans près de dix-sept établissements de Brazzaville et Pointe-Noire, offert des cartons de livres de mathématiques, de français..., des jeux éducatifs et des ordinateurs à

l'école primaire Joseph-Nzoutani, située au village Dieu-le-veut, à 98 km de Brazzaville. En août 2022, elle a distribué des lunettes à près de mille personnes souffrant de la maladie des yeux, au Centre de santé intégré de Ngamakosso, dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangai.

Parfait Wilfried Douniama



Coopération Congo – Banque Africaine de Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE
 Projet d'Electrification Rurale au Congo (PERCO)
N° DU PROJET : P-CG-FAO-001 N° DU PRET : 2100150028193
Cellule d'Exécution du Projet (CEP)

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHES RELANCE DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ELECTRIQUES PORTANT FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES POUR LES LIGNES MOYENNE TENSION, LE RESEAU BASSE TENSION, L'ECLAIRAGE PUBLIC ET LES BRANCHEMENTS - EXECUTION DES TRAVAUX MOYENNE ET BASSE TENSION DE VINGT-TROIS (23) LOCALITES AU CONGO BRAZZAVILLE, AXES : (I) NGOYO/TCHIAMBANZASSI ET (II) MADINGOU/MABOMBO (T003/2022/MEH-PERCO DU 25 AOUT 2022)

NOTE D'INFORMATION

Date de publication :	20 juin 2023
Pays :	Congo Brazzaville
Agence d'exécution :	MEH/Cellule d'Exécution du Projet (CEP)
Nom du Projet/Etude :	Projet d'Electrification Rurale au Congo (PERCO)
Numéro de Prêt/Don :	2100150028193
Nom de l'appel d'offres :	Relance des travaux d'infrastructures électriques portant Fourniture, Installation et Mise en service des équipements électriques pour les lignes moyenne tension, le réseau basse tension, l'éclairage public et les branchements
Numéro et nom du lot :	- Exécution des travaux moyenne et basse tension de vingt-trois (23) localités au Congo Brazzaville, axes : (i) NGOYO/TCHIAMBANZASSI et (ii) MADINGOU/MABOMBO (T003/2022/MEH-PERCO du 25 août 2022)
Méthode d'acquisition :	Lot unique:
Préférence nationale (Oui ou Non) :	Axes NGOYO/TCHIAMBANZASSI et MADINGOU/MABOMBO
Préférence régionale (Oui ou Non) :	Appel d'Offres International (AOI)
Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur :	Non
Date de réception par la Banque du projet de DAO :	Non
Date d'approbation par la Banque du DAO :	AOI No : T003/2022/MEH-PERCO
Date d'émission du DAO :	24 juin 2022
Date limite de remise des offres :	18 juillet 2022
Date d'ouverture des offres :	25 août 2022
Date de réception par la Banque de la dernière version du rapport d'évaluation des offres :	26 octobre 2022
Date d'approbation par la Banque de l'évaluation :	17 mars 2023
Nom de l'attributaire du Marché :	12 juin 2023
Nationalité :	Energie du Congo (ENCO)
Adresse :	Congolaise
Montant du Contrat :	61 rue Léon Jacob, M'pila,
Date de démarrage du Contrat :	Téléphone : (+242) 06 666 81 81 / 06 988 11 88,
Durée d'exécution du Contrat :	Email : rkwama@gmail.com
Résumé de l'objet du Contrat :	2 632 556 523 FCFA
Nombre total de soumissionnaires :	16 février 2017
Soumissionnaire 1	16 mois
Nom : Groupement PROCOB S.A. & ABC CONTRACTING	Les travaux, objet du présent marché, concernent :
Nationalité : Congo-Belgique	• la construction de de lignes en moyenne tension 33 kV et 35 kV ;
Adresse : Brazzaville, République du Congo	• la construction des postes MT/BT de 50kVA ;
Prix des offres lus à haute voix : 2 630 259 631,00 FCFA	• la construction de réseaux de distribution Basse Tension (BT) ;
Prix évalués : 2 630 259 631 FCFA	• la réalisation de branchements ainsi que l'installation de foyers d'éclairage public.
Offres acceptées / rejetées : Rejetée	08
Motifs de leur rejet : Expérience insuffisante du Personnel	Soumissionnaire 2
Soumissionnaire 3	Nom : ENCO
Nom : GROUPEMENT MBTP & CELEC SARL	Nationalité : Congo-Brazzaville
Nationalité : Congo - Brazzaville	Adresse : Brazzaville, République du Congo
Adresse : Brazzaville, République du Congo	Prix des offres lus à haute voix : 4 540 493 494,00 FCFA
Prix des offres lus à haute voix : 2 664 415 950,00 FCFA	Prix évalués : 2 632 556 523,00 FCFA
Prix évalués : 2 664 415 950,00 FCFA	Offres acceptées / rejetées : Acceptée
Offres acceptées / rejetées : NA	Motifs de leur rejet : NA
Motifs de leur rejet : NA	Soumissionnaire 4
Soumissionnaire 5	Nom : EAST INDIA UDYOG Ltd
Nom : RAY GROUP	Nationalité : Inde
Nationalité : RDC - TURQUIE	Adresse : Noida - India
Adresse : Ngaliéma, Kinshasa, République D. du Congo	Prix des offres lus à haute voix : 2 948 823 794,12 FCFA
Prix des offres lus à haute voix : 3 109 678 314,70 FCFA	Prix évalués : 2 948 823 794,12 FCFA
Prix évalués : 3 109 678 314,70 FCFA	Offres acceptées / rejetées : NA
Offres acceptées / rejetées : NA	Motifs de leur rejet : NA
Motifs de leur rejet : NA	Soumissionnaire 6
Soumissionnaire 7	Nom : GROUPEMENT TRAGEDEL / COMPINA FUTIRIS
Nom : STEGIS	Nationalité : Tunisie
Nationalité : Tunisie	Adresse : Tunis, Tunisie
Adresse : Menzah, Tunis, Tunisie	Prix des offres lus à haute voix : 3 488 886 492,28 FCFA
Prix des offres lus à haute voix : 3 616 632 738,23 FCFA	Prix évalués : 3 488 886 492,28 FCFA
Prix évalués : 3 616 632 738,23 FCFA	Offres acceptées / rejetées : NA
Offres acceptées / rejetées : NA	Motifs de leur rejet : NA
Motifs de leur rejet : NA	Soumissionnaire 8
Soumissionnaire 8	Nom : GROUPEMENT COVEC et CREC 4
Nom : GROUPEMENT COVEC et CREC 4	Nationalité : Chine
Nationalité : Chine	Adresse : Kinshasa - RDC
Adresse : Menzah, Tunis, Tunisie	Prix des offres lus à haute voix : 5 363 110 116,00 FCFA
Prix des offres lus à haute voix : 3 616 632 738,23 FCFA	Prix évalués : 5 363 110 116,00 FCFA
Prix évalués : 3 616 632 738,23 FCFA	Offres acceptées / rejetées : NA
Offres acceptées / rejetées : NA	Motifs de leur rejet : NA
Motifs de leur rejet : NA	

N.B. : Toute entreprise qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande à la Cellule d'Exécution du Projet (CEP). En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

Fait à Brazzaville, le
Le Directeur du Projet,
Rodolphe GOMBA. -



Liberté
Créativité
Diversité



KIABI
la mode à petits prix



21 juin 2023 Fête de la Musique



05 SCÈNES +500 ARTISTES

100% GRATUIT

📍 INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

🕒 À PARTIR DE 16H00



COUPE DU MONDE 2026

Le Congo exclu des préliminaires

L'affaire opposant l'Etat congolais à Sébastien Migné a refait surface dans le mauvais sens du terme. Cette fois-ci, la menace est mise à exécution. Les Diables rouges sont exclus des préliminaires de la Coupe du monde 2026.

La faute revient au gouvernement qui n'a pas pu payer à l'ancien sélectionneur des Diables rouges la totalité des arriérés de salaire pour rupture de contrat. La commission de discipline de la Fédération internationale de football association (Fifa) avait rendu son verdict, le 29 octobre 2019. La partie congolaise était condamnée à payer à l'ancien sélectionneur 19 000 euros, soit 13 millions F CFA, et également la somme de 454 250 euros, soit 297 millions FCFA, pour rupture de contrat sans juste motif et les frais de procédure estimés à plus de 9 millions F CFA.

La valeur des montants que l'Etat devrait verser à Sébastien Migné a été revue à la hausse puisqu'elle a été majorée de 5% par an parce que le Congo n'a pas honoré son engagement à payer la totalité de ce montant dans le délai qui lui était accordé. Des années se sont passées sans que les lignes ne bougent.

La Fifa n'ayant pas du tout salué cette façon de faire, a rappelé dans une lettre que la Fédération congolaise de football (Fécofoot) est reconnue responsable d'avoir



Sébastien Migné, l'ex sélectionneur des Diables rouges/Adiac

« A l'expiration du dernier délai susvisé, et en cas de défaillance persistante ou à défaut de se conformer intégralement à la décision dans le délai imparti, la Fécofoot sera à la demande de M. Sébastien Migné automatiquement expulsée de la compétition préliminaire de la Coupe du monde de la Fifa. Ainsi, conformément à ce qui précède, et considérant qu'à ce jour aucun paiement n'a été fait par la Fécofoot au demandeur..., nous vous informons que la Fécofoot est par conséquent expulsée de la compétition préliminaire à la Fifa »

omis de se conformer à sa décision rendue le 29 octobre 2019 ». « Nous accusons réception de la correspondance adressée par le représentant légal du demandeur; M. Sébastien Migné, en date du 7 mars 2022, par laquelle nos services sont informés que les sommes condamnées à être payées par la Fécofoot au demandeur, conformément à la décision, n'ont pas encore été exécutées », a-t-elle précisé.

« A l'expiration du dernier délai susvisé, et en cas de défaillance persistante ou à défaut de se conformer intégralement à la décision dans le délai imparti, la Fécofoot sera à la demande de M. Sébastien Migné automatiquement expulsée de la compé-

tition préliminaire de la Coupe du monde de la Fifa. Ainsi, conformément à ce qui précède, et considérant qu'à ce jour aucun paiement n'a été fait par la Fécofoot au demandeur..., nous vous informons que la Fécofoot est par conséquent expulsée de la compétition préliminaire à la Fifa », explique la lettre.

Il est donc ordonné à la Fécofoot d'informer le secrétariat de la commission de discipline de la Fifa de chaque paiement effectué et fournir les preuves de paiement pertinentes. Le créancier (Sébastien Migné) est prié de notifier au secrétariat du Tribunal disciplinaire de la Fifa chaque paiement reçu. « Sachez qu'en cas de paiement intégral des sommes dues au demandeur avant le tirage au sort préliminaire de la Coupe du monde de la Fifa 2026, la Fécofoot pourra être ré-intégrée au sein de ladite compétition », peut-on lire dans la lettre. Notons qu'au Congo, les sélectionneurs sont payés par l'Etat. Et la Fifa qui s'adresse directement à ses associations membres passe par la Fécofoot pour véhiculer son message

James Golden Eloué

ELIMINATOIRES CAN 2023

Les Diables rouges n'ont plus leur destin en main

Le Mali étant officiellement qualifié et le Soudan du Sud mathématiquement éliminé, la Gambie deuxième et le Congo troisième vont livrer une rencontre de haute facture en septembre, au terme de laquelle le dernier qualifié du groupe G sera sélectionné.

Depuis la nuit du 18 juin, les Diables rouges n'ont plus leur destin en main. Battus par les Maliens à domicile en match comptant pour la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), les Congolais ont perdu leur deuxième place au profit des Gambiais qui se sont imposés devant les Soudanais du Sud, 3-2. Les Scorpions qui recevront les Diables rouges sont à un point d'une qualification à la phase finale de la CAN, eux qui ont été quart-finalistes de la dernière édition au Cameroun.

Rien n'est cependant joué. Car, les Diables rouges ont une dernière carte, celle de la confrontation directe pour priver les Scorpions d'une qualification qui leur tend déjà les bras. Le Congo doit gagner en septembre dans le cadre de la 6e journée pour revenir à la hauteur de son adversaire et se qualifier par la règle de la confrontation directe, d'autant plus qu'il avait battu la Gambie à l'aller à Brazzaville, 1-0.

Paul Put, le sélectionneur des Diables rouges, y croit. « Je suis confiant. En septembre, on va fêter la qualification à Brazzaville. Je suis convaincu qu'on peut battre la Gambie », a-t-



il affirmé.

Le gouvernement devrait réunir toutes les conditions pour pousser les Diables rouges à la victoire. Il faut surtout convaincre les joueurs cadres ayant boycotté à cause de la note ministérielle supprimant la prime de présence.

L'Etat ne devrait pas lésiner avec les moyens s'il tient à cette qualification. Sous d'autres cieux, les moyens mobilisés ont permis à

d'autres sélections de créer des exploits en territoire hostile.

« Si l'on gagne on est qualifié. Je suis optimiste. J'ai travaillé quatre ans en Gambie et je connais la cuisine gambienne. L'avantage que nous aurons, c'est de jouer sur un terrain neutre parce qu'à Banjul c'est le feu. J'espère qu'on va récupérer tous les joueurs. Pour ce match contre le Mali, c'était compliqué de changer l'effectif

Les Diables rouges en sursis/Adiac en plein milieu de la préparation », a indiqué Paul Put, déplorant l'absence d'une grande partie de son effectif contre le Mali. Près de dix joueurs clés de l'effectif ont clairement manqué contre le Mali, notamment cinq défenseurs (Bidounga, Passi, Poaty, Dembi et Mazikou). Gaus Makouta, Bevic Moussiti-Oko et Gabriel Charpentier qui devraient donner plus d'équilibre à la sélection n'avaient pas effectué

le déplacement de Brazzaville. Après avoir résisté en première mi-temps, les Diables rouges ont concédé l'ouverture du score d'Ibrahima Koné à la 62e minute sur une erreur d'appréciation de l'un de leurs défenseurs. Nene Dorgeles a enfoncé le clou à la 73e minute. Là aussi, la défense n'est pas exempte de toute critique.

« On a essayé mais ce n'était pas assez pour jouer contre le Mali. J'ai sorti la première liste puis la deuxième avant la troisième. Toujours avec des changements des joueurs. A la fin, il y a deux joueurs qui administrativement ne pouvaient pas jouer. Mettez-vous à ma place », a déploré le sélectionneur.

Le Congo s'était retrouvé dans la même position lors des éliminatoires de la CAN 2015 et l'avait emporté à Khartoum face au Soudan, 1-0. C'était par contre mal passé à Bissau quand les Congolais, qui cherchaient le nul, s'étaient inclinés 0-3 et éliminés de la CAN 2021 au Cameroun. La seule différence c'est que le Congo affrontera la Gambie en position de chasseur. « On a rien à perdre parce que si tu joues pour le nul il y a trop de stress », a assuré Paul Put.

J.G.E.

JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

Des animations diverses au siège du Samu social

Le Samu social Pointe-Noire et ses partenaires des centres d'hébergement de la ville ont célébré, 16 juin, la Journée de l'enfant africain, en communion avec toutes les organisations de la société civile du continent qui œuvrent en faveur du respect des droits des enfants, notamment le droit à l'éducation, le droit à la santé et le droit à la protection.

Regroupée au centre d'hébergement du Samu social, une centaine d'enfants venus des centres d'accueil de Pointe-Noire (Espace enfants, Foyer Madre Morano, Actions de solidarité internationale, Assoc, Foyer cœur Paola, Secours international du Mouvement chrétien pour la solidarité) a agrémenté les animations à travers les danses, saynètes sur la prévention des risques sanitaires, chants et aussi le nzango et le football de rue.

En présence de Philippe Mboumba Madiela, conseiller socio-culturel du maire de la ville, des représentants des administrations publiques invitées et des partenaires, les enfants s'en sont donné à cœur joie en offrant à l'assistance un moment inoubliable et surtout en lui rappelant qu'eux aussi ont des droits.

En marge de la création officielle du Parlement des enfants, cette journée festive était l'occasion de rappeler aux institutions présentes comment la prise en charge des enfants en situation de rue a évolué au cours de la dernière décennie, grâce aux actions de plaidoyer de ses acteurs et la professionnalisa-



La photo de famille à la fin de la célébration de la Journée de l'enfant africain au Samu social Pointe-Noire /DR

tion de ses intervenants : infirmiers ou infirmières, travailleurs sociaux, etc., a dit Benoît Box, directeur du Samu social Pointe-Noire. Il a invité les organisations de la société civile à s'impliquer dans les mécanismes de définition des plans stratégiques de lutte contre les discriminations, ainsi que

la paupérisation et faire valoir leurs connaissances opérationnelles.

La Journée de l'enfant africain est célébrée tous les ans, le 16 juin, depuis 1991, par les institutions et organisations non gouvernementales œuvrant en faveur de l'enfance au sens large sur le continent africain.

Cet événement symbolique commémore le massacre d'enfants lors du soulèvement étudiant de 1976 à Soweto, en Afrique du Sud, et vise à reconnaître le courage des jeunes manifestants qui revendiquaient leur droit à l'éducation.

Pour le Samu social Pointe-

Noire, dont les prérogatives essentielles consistent à porter assistance aux enfants en situation de rue sur leur lieu de survie et centre d'hébergement, c'est l'occasion de rappeler le rôle de la société civile en termes d'engagement auprès des pouvoirs publics pour lutter contre les formes de discrimination à l'égard des mineurs, la maltraitance sous toutes ses formes et militer pour l'accès des enfants vulnérables à leurs droits fondamentaux.

Ntons que l'activité a bénéficié du soutien de l'Agence française de développement.

Hervé Brice Mampouya

Cet événement symbolique commémore le massacre d'enfants lors du soulèvement étudiant de 1976 à Soweto, en Afrique du Sud, et vise à reconnaître le courage des jeunes manifestants qui revendiquaient leur droit à l'éducation.

AVIS DE VENTE

Villa de 1080m² soit deux parcelles et demie avec deux piscines, vers le marché Plateau-ville.

Pour tout renseignement

05 301 21 90

Un prix : 650.000.000

AVIS DE RECHERCHE

La famille Mayenika lance une fois de plus un avis de recherche pour leur fils Mayenika Donald disparu. Dans l'esprit de la force de l'amour et ayant gardé l'espoir de le retrouver après vaines recherches, elle demande à toute personne qui aurait des informations sur lui de bien vouloir signaler la famille au n°36 rue Ngouayoulu à Massinou-Mfilou ou appeler au Tél. 05 773 88 44/06 809 25 56.

Merci de votre collaboration.



INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
REFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL

*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DEPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regle@lesdepechesdebrazzaville.fr



CRISE EN UKRAINE

Le président Poutine commente la médiation africaine

Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a salué, le 18 juin à Saint-Petersbourg, en présence des membres de la mission de paix de l'Union africaine (UA), l'approche équilibrée des pays africains dans la recherche d'un règlement pacifique de la crise en Ukraine.

« Nous saluons l'approche équilibrée de nos amis africains dans le cadre de la crise ukrainienne. Nous apprécions votre intérêt à trouver des moyens pour régler ce conflit. Nous avons donné une réponse positive à votre proposition de tenir des pourparlers liés à ce sujet. Je sais que vous avez des propositions concrètes dans ce contexte. Nous sommes ouverts au dialogue constructif... », a déclaré Vladimir Poutine, s'adressant à la délégation africaine.

La mission de paix africaine a été conduite par les présidents du Sénégal, Macky Sall; d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa; de la Zambie, Hakainde Hichilema; et des Comores, Azali Assoumani,

président en exercice de l'UA. Les chefs d'Etat du Congo, d'Egypte et de l'Ouganda ont envoyé leurs représentants. Avant l'étape de la Russie, cette mission a eu des échanges avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à Kiev.

Prenant la parole à Saint-Petersbourg, le président des

Comores a fait remarquer que les guerres ont toujours eu des conséquences négatives, avant d'encourager son homologue russe à négocier avec le chef de l'Etat ukrainien.

« Nous sommes venus vous écouter et, à travers vous, le peuple russe et vous encourager tout particulièrement

à entrer en négociation avec l'Ukraine afin de mettre fin à cette dure épreuve », a-t-il renchéri, soulignant l'insécurité alimentaire et énergétique causée par cette crise en Afrique.

Pour sa part, le ministre d'Etat, directeur de cabinet du chef de l'Etat, Florent Ntsiba, qui a représenté le président de

la République, Denis Sassou-N'Guesso, a évoqué les liens historiques existant entre l'Afrique, la Russie et l'Ukraine. Il a, en outre, insisté sur le dialogue entre les parties belligérantes.

« On n'abandonne pas un ami en difficulté ou quand la case du voisin brûle, aide-le à éteindre l'incendie. C'est ce qui justifie notre présence en Ukraine hier et dans votre pays aujourd'hui. Notre sagesse enseigne aussi que chaque maladie a ses remèdes mais le plus dur c'est de les mieux adapter. Il y a des solutions à tout problème mais le plus difficile, c'est de trouver les meilleures approches », a-t-il dit.

Christian Brice Elion

« On n'abandonne pas un ami en difficulté ou quand la case du voisin brûle, aide-le à éteindre l'incendie. C'est ce qui justifie notre présence en Ukraine hier et dans votre pays aujourd'hui. Notre sagesse enseigne aussi que chaque maladie a ses remèdes mais le plus dur c'est de les mieux adapter. Il y a des solutions à tout problème mais le plus difficile, c'est de trouver les meilleures approches »

AFRIQUE

Les premières dames lancent une campagne en faveur des femmes

A l'occasion du XX^e anniversaire de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad), célébré le 17 juin, à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), les épouses des chefs d'Etat africains ont lancé une campagne dénommée « WeAreEqual » (Nous sommes tous égaux), pour faire avancer la cause des femmes dans les vingt prochaines années.

Douze premières dames d'Afrique au total ont pris part à la commémoration du XX^e anniversaire de leur organisation sur le thème « Vingt ans au service des plus vulnérables d'Afrique ». La première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, cofondatrice de l'Opdad, a été représentée par la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Ines Nefer Bertille Ingani, assistée de la conseillère du chef de l'Etat, directrice de cabinet de l'épouse du chef de l'Etat, Blandine Malila.

Pour les vingt prochaines années, l'Opdad voudrait faire avancer la cause des femmes, notamment l'égalité des sexes en Afrique, à travers la campagne « WeAreEqual » axée sur l'éducation, la santé, l'autonomisation des femmes, la lutte contre les violences ayant pour fondement le genre.

« On estime qu'il faudrait 155 ans pour atteindre la parité femmes-hommes, mais nous ne disposons pas de ce temps. Le lancement de cette campagne a le potentiel de transformer notre continent, c'est un élan collectif en faveur du changement. Il est évident que le fait de combler ce fossé

sera bénéfique pour tous : lorsque nous donnons du pouvoir aux femmes et aux filles, nous donnons du pouvoir aux familles, aux communautés et aux nations. Lorsque nous investissons dans la santé et l'éducation, nous libérons tout le potentiel de notre continent », s'est expliquée Monica Geingos, première dame de la Namibie et présidente de l'Opdad.

Au cours de leurs interventions, les épouses des chefs d'Etat qui dirigent chacune une Fondation dans leurs pays respectifs ont dévoilé, tour à tour dans des panels, leur engagement, à l'exemple de la première dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye, engagée pour que les enfants scolarisés aient des repas « chauds, sains et nutritifs. Pour leur permettre d'avoir une meilleure santé physique et mentale. Leur permettre de mieux assimiler les matières dispensées et ainsi grandir avec un potentiel bénéfique à leurs nations ».

Félix Antoine Tshisekedi salue l'apport des premières dames

Présent à cette cérémonie, le chef de l'Etat de la RDC, Félix



Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo encadré par la présidente et la vice-présidente de l'Opdad

Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reconnu dans son discours l'apport des premières dames qui soufflent chaque fois à l'oreille des chefs d'Etat. « J'aimerais énumérer quelques-unes de vos actions comme la réduction du taux de mortalité néonatale infantile et maternelle, l'amélioration de la santé sexuelle reproductive des adolescents, l'égalité de sexe et l'autonomisation des femmes », a cité le président de la République.

Dans le discours de clôture rendu par la première dame du Kenya, Rachel Ruto, elle a indiqué que la campagne WeAreEqual lancée est « censée de nous emmener à un autre niveau des échanges dans notre continent ». « Nous avons l'obligation de pouvoir réaliser les objectifs

fixés par nos prédécesseurs, et nous devons continuer à capitaliser sur le travail pour la prospérité », a-t-elle ajouté.

Des anciennes premières dames de l'Ethiopie, Roman Tesfaye, et de Zambie, Maureen Mwanawasa, ont également pris la parole pour encourager l'initiative et saluer le travail abattu par leurs consœurs.

De son côté, l'émissaire des Nations unies sur les questions de viol lié aux conflits, Pramila Patten, l'une des dernières à prendre la parole, a salué cette campagne, tout en demandant aux premières dames d'être les voix des sans-voix. « J'ai besoin des voix puissantes comme les vôtres pour mettre un terme à ce crime odieux qui n'est pas un sous-produit inévitable de la guerre ni des dom-

pages collatéraux mais évitables », a-t-elle précisé. Selon la diplomate, « tout au long de l'histoire », le viol lié aux conflits est surtout un crime de guerre « qu'aucun dirigeant mondial n'a voulu combattre ».

Le vingtième anniversaire de l'Opdad a été marqué par l'inauguration, le 15 juin, du village de cette organisation par la première dame de la RDC, Denise Nyakeru Tshisekedi, sa vice-présidente. L'espace érigé à l'Académie des Beaux-Arts a donné l'occasion aux visiteurs de découvrir le génie congolais à travers l'exposition de plusieurs objets d'art, des vêtements et autres produits locaux. Enfin, les festivités ont été agrémentées par une soirée de gala et de levée de fonds et vente aux enchères de bienfaisance.

Yvette Reine Nzaba